



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.624/2/V
du 5 août 2026

advies 79.624/2/V
van 5 augustus 2026

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant diverses
dispositions relatives aux
services de police’

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van diverse
bepalingen die betrekking
hebben op de politiediensten’

Le 22 juin 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de Beliris à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 6 août 2026 sur un avant-projet de loi 'modifiant diverses dispositions relatives aux services de police'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 4 août 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Arnaud PICQUÉ, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 août 2026.

*

Op 22 juni 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 6 augustus 2026 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van diverse bepalingen die betrekking hebben op de politiediensten'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 4 augustus 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arnaud PICQUÉ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 augustus 2026.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 3

1. Dans la phrase liminaire, la date de promulgation de la loi 'sur la fonction de police' sera indiquée (5 août 1992). Il en va de même pour l'intitulé du chapitre 3.
2. Dans la définition de l'infraction, il sera renvoyé à l'article 36 du livre I^{er} du nouveau Code pénal.

Articles 6 et 10

Les dispositions examinées font partie d'un ensemble de dispositions dont les modifications tendent à adapter la terminologie existante de la loi 'sur la fonction de police' à la terminologie du nouveau Code pénal.

Le commentaire consacré au chapitre III du projet précise en ce sens que les références aux contraventions, délits et crimes sont harmonisées avec les nouveaux niveaux d'infractions sur la base de la disposition transitoire prévue à l'article 78, § 7, du nouveau Code pénal.

Il est toutefois relevé ce qui suit :

« Mis à part la protection des données, cette classification ne peut toutefois pas toujours être maintenue. En raison de la dépenalisation et de l'évolution vers de nouvelles formes et priorités en matière de répression, nous sommes parfois contraints d'assimiler les anciens délits et crimes aux infractions en général. On peut par exemple penser à la compétence des services de police pour disperser des attroupements, comme prévu à l'article 22 LFP.

Cela est logique, car certaines infractions qui pouvaient auparavant justifier l'application de cet article (en tant que délit), ne seraient plus prises en compte dans la classification utilisée pour la protection des données, puisqu'elles sont désormais punies par une peine 'légère' de niveau 1. Ainsi, des infractions telles que la rébellion non armée (article 644 du nouveau Code pénal – niveau 1), le vandalisme (article 514 – niveau 1), l'entrave à la circulation (article 317 – niveau 1), ou la pénétration dans une zone portuaire (article 419 – niveau 1) ne pourraient plus justifier une dispersion. Pourtant, cela s'est

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

souvent révélé nécessaire dans la pratique, par exemple lors de manifestations spontanées, de fêtes de Nouvel An incontrôlées ou d'émeutes de supporters.

Une problématique similaire se pose en matière de fouille judiciaire, notamment dans la formulation actuelle : 'à l'égard de personnes à l'encontre desquelles il existe des indices qu'elles détiennent des pièces à conviction ou des éléments de preuve en lien avec un crime ou un délit'. Si l'on limite cela aux 'infractions punissables d'une peine d'au moins niveau 2', les personnes surprises par la police en train d'apposer des graffitis (vandalisme —article 514 - niveau 1) ne pourraient plus être fouillées.

En résumé, il est nécessaire d'adopter un champ d'application plus large qu'auparavant, lequel – étant donné leur nature contraignante – ne pourra être mis en œuvre que si cela se fait, conformément aux articles 1 et 37 LFP, de manière proportionnée, opportune et subsidiaire. Autrement dit, cette définition quelque peu élargie ne pourra donner lieu à un usage abusif des compétences policières précitées, celles-ci étant toujours régies par les limitations générales à l'usage de la contrainte ».

Bien que l'article 37 de la loi 'sur la fonction de police' impose effectivement qu'il soit fait un usage proportionné de la force par les services de police, il n'en demeure pas moins qu'en visant désormais toutes les infractions, la mesure va plus loin que l'intention exprimée de maintenir un *statu quo* par rapport au régime existant et pourrait aboutir à ce qu'une mesure de fouille, laquelle constitue une mesure particulièrement attentatoire au droit au respect de la vie privée et à l'intégrité physique des personnes concernées¹ soit autorisée alors qu'elle se déroule dans le cadre d'une infraction présumée particulièrement légère et qu'elle n'aurait pas été permise en application du régime antérieur.

Compte tenu de l'objectif de continuité poursuivi et afin de garantir le caractère proportionné des mesures prises dans le cadre de la loi 'sur la fonction de police', le dispositif des articles examinés sera revu en énumérant les infractions du nouveau Code pénal dont la commission pourrait donner lieu respectivement à l'application de mesures de dispersion et de fouille.

Article 8

Le 1^o tend à compléter l'alinéa 1^{er} de l'article 25/4, § 4, de la loi 'sur la fonction de police' par la phrase qui suit :

« Toute décision d'autorisation visée au paragraphe 1^{er}, 2^o est également portée à la connaissance des bourgmestres et des chefs de corps ».

Or, d'après le commentaire, l'intention est de simplifier la procédure et de prévoir une obligation de notification à l'égard de l'ensemble des procureurs du Roi, des bourgmestres et des chefs de corps par une seule liste de diffusion. Le fait que celle-ci concernera tous les procureurs du Roi est motivé par la compétence d'intervention de la Police Fédérale sur l'ensemble du territoire national et la circonstance qu'un signalement doit déjà en pratique être effectué à l'égard de tous les procureurs du Roi.

¹ Le même raisonnement vaut pour la mesure de dispersion au regard de la liberté d'association, de réunion et de manifestation.

Compte tenu de cette intention, les procureurs du Roi seront également mentionnés dans le dispositif.

Article 9

Au 1^o, l'auteur de l'avant-projet entend adapter la référence faite dans l'article 25/9 de la loi 'sur la fonction de police' à l'article 259*bis* de l'ancien Code pénal en renvoyant désormais à l'article 342 du nouveau Code pénal (la violation du secret des communications privées).

Interrogé sur l'éventuelle nécessité d'étendre le renvoi à d'autres dispositions correspondantes du nouveau Code pénal, soit les articles 343 (« La violation du secret des communications privées ou des données privées d'un système informatique aggravée »), 344 (« L'utilisation frauduleuse d'enregistrements légalement effectués de communications privées ou de données privées d'un système informatique »), 345 (« L'utilisation frauduleuse d'enregistrements légalement effectués de communications privées ou de données privées d'un système informatique aggravée ») et 346 (« La possession ou la mise à disposition illégales de matériel d'écoute »), le délégué a répondu ce qui suit :

« Het klopt dat dit eigenlijk in 'afwijking van de artikelen 342-343 van het Strafwetboek' zou moeten worden indien de relevante inhoud van artikel 259*bis* van het huidige Strafwetboek wordt hernomen in het kader van de toepassing van artikel 25/9 WPA.

Artikel 343 van het nieuwe Strafwetboek moet in ieder geval worden hernomen aangezien dit toepasselijk is op personen die het misdrijf plegen in het kader van de uitoefening van deze functie, met name de politiediensten en verder gaat op artikel 342 van het Strafwetboek. Het betreft dan een verzwaarde schending.

De artikelen 344 e.v. van het Strafwetboek zijn van toepassing op de politiediensten tijdens de toepassing van artikel 25/9 WPA, de expliciete vermelding is niet opportuun aangezien er niet van wordt afgeweken ».

Dans un souci de clarté et de prévisibilité juridique, il serait judicieux de renvoyer également à l'article 343 du nouveau Code pénal dans la disposition modifiée par l'avant-projet.

Articles 24 et 25

1. L'article 44/5 de la loi 'sur la fonction de police' concerne les catégories de données à caractère personnel qui sont enregistrées dans la Banque Nationale Générale (« B.N.G. ») et les banques de données de base.

Le paragraphe 1^{er}, 2^o, de cet article prévoit actuellement que sont récoltées « les données relatives aux personnes impliquées dans les phénomènes de police administrative entendus comme, l'ensemble des problèmes, portant atteinte à l'ordre public et nécessitant des mesures appropriées de police administrative, parce qu'ils sont de même nature et répétitifs, qu'ils sont commis par les mêmes personnes ou qu'ils visent les mêmes catégories de victimes ou de lieux » (l'article 24, 1^o, de l'avant-projet supprime de cette phrase les mots « , parce qu'ils sont de même nature et répétitifs, qu'ils sont commis par les mêmes personnes ou qu'ils visent les mêmes catégories de victimes ou de lieux »).

À l'article 24, 2°, de l'avant-projet, il est prévu de remplacer le paragraphe 2 de cette disposition par ce qui suit :

« § 2. Les phénomènes visés au § 1^{er}, 2° sont repris dans une liste, lorsqu'il ressort d'une enquête qu'ils sont de même nature et répétitifs, qu'ils sont commis par les mêmes personnes ou qu'ils visent les mêmes catégories de victimes ou de lieux. Les groupes visés au § 1^{er}, 3°, sont également repris dans cette liste, lorsqu'il ressort d'une enquête qu'ils troublent ou sont susceptibles de troubler de manière durable l'ordre public. Cette liste est établie au moins annuellement par le ministre de l'Intérieur, sur la base d'une proposition conjointe de la police fédérale, de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace et des services de renseignements et de sécurité ».

Il y a lieu de souligner que, sur le plan normatif, le législateur ne peut en principe pas attribuer de délégation au ministre.

En vertu des principes constitutionnels relatifs à l'exercice des pouvoirs, le pouvoir réglementaire est en effet dévolu au Roi. Certes, il n'est pas incompatible avec ces principes de conférer à un ministre une délégation de pouvoirs d'ordre accessoire ou secondaire, mais il n'en demeure pas moins qu'il appartient alors en principe au Roi et non au législateur d'octroyer pareille délégation dans les limites de ses compétences. En effet, l'octroi par le législateur d'une délégation directe de tels pouvoirs à un ministre signifierait que le législateur empiéterait sur une prérogative qui revient au Roi en tant que chef du pouvoir exécutif fédéral (article 37 de la Constitution). Pareille délégation ne pourrait être admissible qu'en présence de motifs objectifs qui requièrent une intervention urgente du pouvoir exécutif.

En l'espèce, il peut difficilement être considéré que de tels motifs existent ².

En outre, rappelant la jurisprudence de la section de législation du Conseil d'État en la matière, dans son arrêt n° 20/2026 du 12 février 2026, la Cour constitutionnelle a jugé ce qui suit :

« Une attribution directe d'un pouvoir réglementaire, accordée par le législateur à un ministre ou à son délégué, ne peut être justifiée qu'à titre exceptionnel s'il existe des raisons objectives requérant une intervention urgente du pouvoir exécutif (voy. également les arrêts nos 109/2022, ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.109, B.8.1 et B.8.2, et 33/2023, ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.033, B.53.4 et B.53.5) » (B.21.2) ³.

Par conséquent, la délégation concernée doit être accordée au Roi plutôt qu'au ministre. L'article 24, 2°, de l'avant-projet sera adapté en conséquence.

² Voir les avis 52.128/1 donné le 25 octobre 2012 sur un avant-projet devenu la loi du 25 avril 2013 'portant insertion du livre IX « Sécurité des produits et des services » dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre IX dans le livre I^{er} du Code de droit économique', *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2610, pp. 29-40 et 53.322/3 donné le 10 juin 2013 sur un avant-projet de loi « modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'aide juridique ».

³ Il est à noter que l'arrêt concernait une matière réservée par la Constitution à la loi, comme en l'espèce (article 22 de la Constitution).

2. Pour le même motif, il en ira également de la sorte quant à l'article 25, 1°, de l'avant-projet, dans la mesure où il organise une dérogation « concernant des phénomènes et des groupements non encore repris dans la liste ministérielle visée à l'article 44/5 [...] ».

Article 25

Il est prévu dans l'actuel article 44/9, § 2, de la loi 'sur la fonction de police' que « [l]es données à caractère personnel visées à l'article 44/5, § 3, traitées dans la B.N.G. à des fins de police judiciaire sont archivées lorsqu'elles présentent un caractère non adéquat, non pertinent ou excessif et en tout cas :

a) pour les personnes visées à l'article 44/5, § 3, 1°, 2° et 6° [et § 4, 2°] :

1° un an à partir de l'enregistrement du fait s'il s'agit d'un fait qualifié de contravention ;

2° dix ans s'il s'agit d'un fait qualifié de délit, et trente ans s'il s'agit d'un fait qualifié de crime, à partir de l'enregistrement du fait ».

La disposition en projet tend à remplacer les 1° et 2° par un délai de conservation de dix ans à compter de l'enregistrement du fait lorsqu'il peut être qualifié d'infraction passible d'une peine de niveau 1, 2 ou 3, en ce compris donc, et contrairement au régime antérieur, pour les infractions punies d'une peine légère.

L'exposé des motifs sera complété par une justification de l'allongement du délai de conservation des données à dix ans pour cette catégorie d'infractions.

Article 31

1. L'article 44/11/11 en projet se lit comme suit :

« Le traitement administratif des perceptions immédiates est effectué par le service mandaté à cet effet par le SPF Justice. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de l'Organe de contrôle, les données à caractère personnel et les informations qui doivent être communiquées en vue du traitement administratif des perceptions immédiates ainsi que les modalités de cette communication ».

Comme la section de législation l'a rappelé à de nombreuses reprises, il appartient au pouvoir exécutif de régler le fonctionnement et l'organisation de ses services. La loi doit habiliter le Roi à effectuer les différentes tâches visées, celui-ci pouvant éventuellement les déléguer lui-même⁴.

2. En sa deuxième phrase, la disposition en projet habilite le Roi à déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les données à caractère personnel et les informations qui

⁴ Voir pour une observation similaire l'avis 79.447/17 donné le 26 mai 2026 sur un avant-projet de décret « modifiant certaines dispositions organisant l'enseignement spécialisé et portant diverses dispositions urgentes en matière d'enseignement », *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2025-2026, n° 299/1, pp. 111-129.

doivent être communiquées en vue du traitement administratif des perceptions immédiates ainsi que les modalités de cette communication.

Or, comme la section de législation l'a déjà rappelé ⁵, conformément à l'article 22 de la Constitution, le respect du principe de légalité formelle s'applique à tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, à toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée. Il en résulte que les éléments essentiels de ce traitement de données doivent être fixés par la loi elle-même ⁶.

Le dispositif sera complété en ce sens.

Article 32

Dans la version française du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, du nouvel article 44/11/15 dont le projet envisage l'insertion dans la loi 'sur la fonction de police', les mots « la loi sur la protection des données » seront remplacés par les mots « la loi relative à la protection des données » pour respecter la définition portée par l'article 3, 10°, de la même loi.

Article 43

Au 6°, l'auteur de l'avant-projet remplace le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, de la loi 'sur la fonction de police' par ce qui suit :

« En cas de décès du membre du personnel ou de l'ex-membre du personnel, le droit à l'assistance en justice revient aux ayants droit suivants : l'époux(se) ou le (la) cohabitant(e) légal(e), les enfants, les parents et les frères et les sœurs ».

Comme l'indique la Cour constitutionnelle :

« Le mariage, la cohabitation légale et la cohabitation de fait sont trois formes de vie commune que les conjoints ou cohabitants choisissent en principe librement. Les situations juridiques des conjoints, des cohabitants légaux et des cohabitants de fait diffèrent aussi bien en ce qui concerne leurs obligations mutuelles qu'en ce qui concerne leurs situations patrimoniales. Ces situations juridiques différentes peuvent, dans certains cas, lorsqu'elles sont liées au but de la mesure, justifier une différence de traitement entre les conjoints, les cohabitants légaux et les cohabitants de fait » ⁷.

⁵ En ce sens, l'avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observation 101 (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-21, n° 55-1951/001, p. 119). Voir également C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2 ; C.C., 16 février 2023, n° 26/2023, B. 74.1 et C.C., 17 mai 2023, n° 75/2023, B.55.2.1.

⁶ À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données.

⁷ C.C., 6 décembre 2018, n° 177/2018, B.6.2.

Ces différences peuvent justifier une différence de traitement entre ces trois catégories de cohabitants mais celle-ci doit pouvoir présenter un rapport suffisant avec la nature de la mesure prise ou son objectif⁸.

Interrogé sur les motifs pour lesquels la situation du cohabitant de fait n'est pas intégrée dans le champ d'application de la disposition, le délégué a répondu ce qui suit :

« Om gelijke tred te houden met hetgeen voorzien wordt in het administratief statuut, in het bijzonder artikel VIII.I.1bis van het Koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten waarbij uitdrukkelijk gelijkgesteld wordt met de echtgenoot van het personeelslid: 'de persoon, van verschillend of van hetzelfde geslacht, met wie het personeelslid samenleeft als koppel op dezelfde woonplaats', en met het oog op het bewaren van een coherente lijn binnen de verschillende teksten, zal de tekst van artikel 43, 6° in dezelfde zin aangepast worden ».

Ces explications figureront dans le commentaire de l'article et la disposition sera adaptée en conséquence.

Article 45

Comme l'a confirmé le délégué, dans un souci de cohérence avec la modification apportée par le 1° à l'article 126, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux', les mots « les peines » à l'alinéa 2 de la même disposition doivent être remplacés par les mots « la peine ».

L'article examiné sera adapté en conséquence.

Article 46

De l'accord du délégué, il convient d'omettre les mots « , alinéa 1^{er} » (l'article 134 de la loi du 7 décembre 1998 ne comportant qu'un seul alinéa).

Article 47

1. L'article 47, 2°, en projet prévoit de modifier l'article 136 de la loi du 7 décembre 1998 de la sorte :

« dans l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, les mots 'ou à l'autorité qu'il désigne' sont insérés entre les mots 'au commissaire général' et les mots ', au bourgmestre ou au collègue de police'; ».

Cependant, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par l'article 124, 1°, de la loi du 25 mai 2026 'modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré

⁸ Voir en ce sens l'avis 53.050/1 donné le 19 avril 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 8 décembre 2013 'modifiant la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées', *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2953/001, pp. 20-23.

à deux niveaux et diverses autres dispositions relatives aux services de police', l'article 136, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 dispose que « [l]e membre du personnel du cadre administratif et logistique communique par écrit et au préalable, selon le cas, au commissaire général, ou au collège de police l'occupation qu'il entend exercer ».

Par conséquent, si telle est bien l'intention de l'auteur de l'avant-projet, il n'y a plus lieu d'encre mentionner les mots « au bourgmestre ou ».

2. L'article 47, 3°, projette de remplacer le paragraphe 2 de l'article 136 de la loi du 7 décembre 1998 par le texte suivant :

« Les membres du personnel du cadre administratif et logistique qui sont membres du personnel de la zone pluricommunale ou qui reçoivent une allocation ou un traitement de celle-ci ne peuvent pas faire partie du conseil de police, du collège de police, du conseil communal ou du conseil de l'action sociale, d'une des communes de la zone pluricommunale ».

Toutefois, tel que modifié en dernier lieu par l'article 124, 2°, de la loi du 25 mai 2026, l'article 136, § 2, de la loi du 7 décembre 1998 dispose :

« Les membres du personnel du cadre logistique et administratif qui sont membres du personnel d'une zone de police ou qui reçoivent une allocation ou un salaire de celle-ci ne peuvent faire partie du collège de police ni du conseil communal d'une des communes de la zone concernée ».

Dès lors, à moins que l'intention de l'auteur de l'avant-projet ne soit différente, il n'y a pas lieu non plus d'encre mentionner les mots « zone pluricommunale » dans la disposition projetée.

En tout état de cause, la section de législation n'aperçoit pas quel motif pourrait justifier qu'une telle limitation d'un droit politique essentiel ne s'appliquerait que dans une zone pluricommunale et pas dans une zone qui ne comporterait qu'une commune, un tel traitement différencié ne pouvant se justifier au regard du principe d'égalité et de non-discrimination porté par les articles 10 et 11 de la Constitution.

3. L'auteur veillera dès lors à assurer la cohérence d'ensemble de l'article 47 au regard de l'article 136 de la loi du 7 décembre 1998 tel qu'il résulte des modifications que celui-ci a récemment connues aux termes de l'article 124 de la loi du 25 mai 2026.

Article 48

1. L'alinéa 1^{er} est superflu dès lors qu'il se borne à rappeler que les données à caractère personnel doivent être traitées conformément à la réglementation relative au traitement des données à caractère personnel, notamment les règles découlant du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', lequel est d'applicabilité directe.

L'alinéa 1^{er} sera omis.

2. Si l'objectif de l'alinéa 2 est d'également rappeler l'application de ces règles, celui-ci sera également omis et, par voie de conséquence, l'ensemble de la disposition.

Si, en revanche, l'intention est de prévoir un nouvel échange de données entre responsables du traitement, qui ne serait pas encore envisagé par la loi, le dispositif sera complété pour en préciser les contours et les finalités.

Article 54

La disposition examinée a pour objet de transposer partiellement la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 'relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne' dans le cadre de la rétribution garantie dont bénéficient les membres du personnel des services de police.

À cette fin, l'avant-projet prévoit de remplacer l'article 90 de la loi du 26 avril 2002 'relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police' par la disposition suivante :

« Les membres du personnel bénéficient d'une rétribution garantie calculée conformément aux règles applicables aux membres du personnel des services publics fédéraux, sous réserve de l'application de l'article 93 relatif aux prestations incomplètes, de l'article 94 relatif au supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat et des éléments fixés par le Roi qui n'interviennent pas dans la détermination de cette rétribution garantie ».

Interrogé sur les normes auxquelles la disposition renvoie, le délégué a précisé ce qui suit :

« Ces dispositions ont déjà été transposées dans l'article 3/1 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 qui stipule, à cet égard, qu'à l'occasion de la réévaluation tous les quatre ans de la rétribution annuelle, le comité commun à l'ensemble des services publics, visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, rend un avis au ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. L'avis motive les indicateurs retenus pour exprimer les critères visés à l'alinéa 1^{er}, et peut proposer d'autres valeurs de référence indicatives que celle visée à l'alinéa 2.

Il a été décidé d'aligner les dispositions du statut policier relatives à la rétribution garantie dont bénéficient les membres du personnel des services de police sur cette réglementation analogue. On a opté pour un renvoi (sous certaines réserves) aux règles applicables aux membres du personnel des services publics notamment pour pouvoir bénéficier de l'impact que les activités menées dans ce cadre par ce comité commun à l'ensemble des services publics auront également sur les services de police ».

Conformément à l'article 184 de la Constitution, les éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux, doivent être réglés par le législateur.

Or, en tant qu'il se contente de renvoyer à un arrêté qui peut être modifié sans intervention du législateur, l'article en projet est contraire à la disposition constitutionnelle précitée⁹.

Il conviendrait donc de transposer directement la directive dans la loi du 26 avril 2002 en y incorporant le cas échéant le contenu des dispositions issues de l'arrêté royal du 29 juin 1973.

Article 62

La référence « IV.I.49 » sera remplacée par la référence « 4.1.49 ».

Article 63

La référence « XI.II.23 » sera remplacée par la référence « 11.2.23 ».

Article 64

1. Interrogé sur les raisons spécifiques qui justifient de déroger au délai usuel d'entrée en vigueur des normes législatives, le délégué a répondu ce qui suit :

« Er is geen specifieke reden hiervoor, de inwerkingtreding 10 dagen na de publicatie vormt geen probleem, behalve de voorziene uitzonderingen ».

Il convient dès lors d'omettre l'alinéa 1^{er} de l'article 64 et de supprimer les mots « Par dérogation au premier alinéa, », à l'alinéa 2, et les mots « De même, par dérogation au premier alinéa, », à l'alinéa 3.

2. S'agissant de l'entrée en vigueur de l'article 31, comme la section de législation a déjà eu l'occasion de le faire observer, « les prérogatives du législateur seraient mieux respectées si une date limite, à laquelle les dispositions de l'avant-projet entreraient en vigueur sans que le Roi ne doive intervenir, était également prévue »¹⁰.

Il convient dès lors de fixer un *dies ad quem* à l'alinéa 3.

*

⁹ Voir *mutatis mutandis* l'avis 34.904/2 donné le 7 avril 2003 sur un avant-projet devenu le décret du 22 octobre 2003 'portant modification du statut, du tableau de hiérarchie et du statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités et facultés universitaires de la Communauté française', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2002-2003, n° 438/1 pp. 43-45.

¹⁰ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 154.1.1 et formule F 4-5-2-1. Voir également et notamment l'avis 54.848/2 donné le 13 janvier 2014 sur un avant-projet devenu le décret du 3 avril 2014 'relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2013-2014, n° 616/1, pp. 12-15.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. In de inleidende zin moet de datum worden vermeld waarop de wet ‘op het politieambt’ is afgekondigd (5 augustus 1992). Hetzelfde geldt voor het opschrift van hoofdstuk 3.
2. In de definitie van “misdrijf” dient te worden verwezen naar artikel 36 van boek I van het nieuwe Strafwetboek.

Artikelen 6 en 10

De voorliggende bepalingen maken deel uit van een reeks bepalingen die worden gewijzigd om de bestaande terminologie van de wet ‘op het politieambt’ aan te passen aan de terminologie van het nieuwe Strafwetboek.

De bespreking van hoofdstuk III van het ontwerp stelt in die zin dat de verwijzingen naar overtredingen, wanbedrijven en misdaden in overeenstemming worden gebracht met de nieuwe niveaus van overtredingen, op basis van de overgangsbepaling waarin artikel 78, § 7, van het nieuwe Strafwetboek voorziet.

In de bespreking wordt echter het volgende opgemerkt:

“Afgezien van de gegevensbescherming kan deze indeling echter niet altijd aangehouden worden. In het licht van de depenalisering en de evolutie naar nieuwe vormen en prioriteiten inzake bestraffing, kiezen we er in bepaalde gevallen noodgedwongen voor om de vroegere wanbedrijven en misdaden alsnog gelijk te stellen met misdrijven in het algemeen. Hierbij kan bijvoorbeeld gedacht worden aan de bevoegdheid van politiediensten om samenscholingen uiteen te drijven, zoals bedoeld in artikel 22 WPA.

Dit is logisch, aangezien bepaalde misdrijven die vroeger aanleiding konden geven tot toepassing van dit artikel (als wanbedrijf), door de indeling gehanteerd bij de gegevensbescherming plots niet meer in aanmerking zouden komen doordat ze nu bestraft worden met een ‘lichte’ straf van niveau 1. Zo zouden misdrijven zoals ongewapende weerspanning (artikel 644 Nieuw Strafwetboek - niveau 1), vandalisme (artikel 514 – niveau 1), verkeersbelemmering (artikel 317 – niveau 1), en het binnendringen in een havengebied (artikel 419 – niveau 1) niet langer aanleiding kunnen geven tot uiteendrijving.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Nochtans is dit in de praktijk vaak noodzakelijk gebleken, bijvoorbeeld bij spontane betogingen, uit de hand gelopen nieuwjaarsvieringen of supportersrellen.

Een gelijkaardige problematiek stelt zich bij de gerechtelijke fouillering, meer bepaald bij de huidige formulering: ‘ten aanzien van wie aanwijzingen bestaan dat zij overtuigingsstukken of bewijsmateriaal in verband met een misdaad of wanbedrijf bij zich dragen’. Indien we dit beperken tot ‘misdrijven strafbaar met een straf van minstens niveau 2’, zouden personen die door de politie betrapt worden bij het aanbrengen van graffiti (vandalisme – artikel 514 - niveau 1) niet langer gefouilleerd kunnen worden.

Kortom is het noodzakelijk om hierbij een ruimer toepassingsgebied dan voordien te hanteren, die hoe dan ook – gezien hun aard als dwangmiddel – slechts zullen kunnen worden ingezet indien dit, overeenkomstig artikelen 1 en 37 WPA, proportioneel, opportuun en subsidiair gebeurt. Met andere woorden, de ietwat ruimere omschrijving zal geen aanleiding kunnen geven tot een ongeoorloofd gebruik van de voormelde politionele bevoegdheden, aangezien deze steeds geregeld worden door de algemene beperkingen op het gebruik van dwang.”

Weliswaar stelt artikel 37 van de wet ‘op het politieambt’ dat het gebruik van geweld door de politiediensten evenredig moet zijn, maar feit blijft dat de maatregel verder gaat dan de verwoorde bedoeling, namelijk de status quo ten opzichte van de bestaande regeling handhaven, doordat hij voortaan op alle overtredingen van toepassing is. Hij zou er zodoende kunnen toe leiden dat een fouillering, die een maatregel is die bijzonder ingrijpt in het recht op eerbiediging van het privéleven en de lichamelijke integriteit van de betrokkenen,¹ wordt toegestaan ook al gaat het om een vermoedelijk bijzonder lichte overtreding waarvoor die maatregel onder de vroegere regeling niet toegestaan zou zijn.

Gezien de nagestreefde doelstelling van continuïteit en om te garanderen dat de maatregelen die in het kader van de wet ‘op het politieambt’ worden genomen evenredig zijn, moet het dispositief van de voorliggende artikelen worden herzien door een opsomming te geven van de strafbare feiten die volgens het nieuwe Strafwetboek aanleiding zouden kunnen geven tot de maatregelen van respectievelijk uiteendrijving en fouillering.

Artikel 8

De bepaling onder 1° vult artikel 25/4, § 4, van de wet ‘op het politieambt’ aan met de volgende zin:

“Elke beslissing tot toestemming bedoeld in paragraaf 1, 2° wordt tevens ter kennis gebracht van de burgemeesters en de korpschefs.”

Volgens de bespreking is het echter de bedoeling de procedure te vereenvoudigen en voor alle procureurs des Konings, burgemeesters en korpschefs via één mailinglijst te voorzien in een meldingsplicht. Dat die lijst in principe alle procureurs des Konings zal omvatten, wordt gemotiveerd door het feit dat de Federale Politie kan worden ingezet op heel het nationale

¹ Dezelfde redenering geldt voor de maatregel van uiteendrijving, ten aanzien van de vrijheid van vereniging, van vergadering en van manifestatie.

grondgebied en er dus in de praktijk nu reeds een melding aan alle procureurs des Konings dient te gebeuren.

Gelet op die bedoeling, moeten ook de procureurs des Konings in het dispositief worden vermeld.

Artikel 9

In de bepaling onder 1^o wil de steller van het voorontwerp de verwijzing in artikel 25/9 van de wet ‘op het politieambt’ naar artikel 259*bis* van het oude Strafwetboek aanpassen, door voortaan te verwijzen naar artikel 342 van het nieuwe Strafwetboek (schending van het geheim van privécommunicatie).

Aan de gemachtigde is gevraagd of eventueel ook moet worden verwezen naar andere overeenstemmende bepalingen van het nieuwe Strafwetboek, namelijk artikel 343 (“Verzwaarde schending van het geheim van privécommunicatie of privégegevens van een informaticasysteem”), artikel 344 (“Bedrieglijk gebruik van wettig gemaakte opnamen van privécommunicatie of privégegevens van een informaticasysteem”), artikel 345 (“Verzwaard bedrieglijk gebruik van wettig gemaakte opnamen van privécommunicatie of privégegevens van een informaticasysteem”) en artikel 346 (“Onwettig bezit of onwettige terbeschikkingstelling van afluistermateriaal”). De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Het klopt dat dit eigenlijk in ‘afwijking van de artikelen 342-343 van het Strafwetboek’ zou moeten worden indien de relevante inhoud van artikel 259*bis* van het huidige Strafwetboek wordt hernomen in het kader van de toepassing van artikel 25/9 WPA.

Artikel 343 van het nieuwe Strafwetboek moet in ieder geval worden hernomen aangezien dit toepasselijk is op personen die het misdrijf plegen in het kader van de uitoefening van deze functie, met name de politiediensten en verder gaat op artikel 342 van het Strafwetboek. Het betreft dan een verzwaarde schending.

De artikelen 344 e.v. van het Strafwetboek zijn van toepassing op de politiediensten tijdens de toepassing van artikel 25/9 WPA, de expliciete vermelding is niet opportuun aangezien er niet van wordt afgeweken.”

Ter wille van de duidelijkheid en de juridische voorzienbaarheid zou het goed zijn dat de bepaling die door het voorontwerp wordt gewijzigd, ook verwijst naar artikel 343 van het nieuwe Strafwetboek.

Artikelen 24 en 25

1. Artikel 44/5 van de wet ‘op het politieambt’ heeft betrekking op de categorieën van persoonsgegevens die in de Algemene Nationale Gegevensbank (“A.N.G.”) en in de basisgegevensbanken worden geregistreerd.

Momenteel bepaalt paragraaf 1, 2^o, van dat artikel dat worden verzameld “de gegevens met betrekking tot de personen die betrokken zijn bij fenomenen van bestuurlijke politie waaronder verstaan wordt het geheel van problemen die de openbare orde verstoren en die gepaste

maatregelen van bestuurlijke politie vereisen omdat zij van dezelfde aard en terugkerend zijn, door dezelfde personen gepleegd worden of gericht zijn op dezelfde categorieën van slachtoffers of plaatsen”. (Artikel 24, 1°, van het voorontwerp schrapt in deze zin de woorden “omdat zij van dezelfde aard en terugkerend zijn, door dezelfde personen gepleegd worden of gericht zijn op dezelfde categorieën van slachtoffers of plaatsen”.)

Bij artikel 24, 2°, van het voorontwerp wordt paragraaf 2 van die bepaling vervangen door de volgende tekst:

“§ 2. De fenomenen bedoeld in § 1, 2° worden opgenomen in een lijst wanneer na onderzoek blijkt dat zij van dezelfde aard en terugkerend zijn, door dezelfde personen gepleegd worden of gericht zijn op dezelfde categorieën van slachtoffers of plaatsen. De groeperingen bedoeld in § 1, 3° worden tevens opgenomen in deze lijst wanneer na onderzoek gebleken is dat ze op bestendige wijze de openbare orde verstoren of kunnen verstoren. Deze lijst wordt minstens jaarlijks uitgewerkt door de minister van Binnenlandse Zaken, op basis van een gezamenlijk voorstel van de federale politie, het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse en de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.”

Er moet op worden gewezen dat de wetgever in principe geen bevoegdheden op normatief vlak kan delegeren aan de minister.

Krachtens de grondwettelijke beginselen inzake de uitoefening der machten komt de verordnungsbevoegdheid toe aan de Koning. Het is weliswaar niet onverenigbaar met die beginselen dat aan een minister bevoegdheden worden gedelegeerd inzake bijkomstige of detailkwesties, maar in dat geval hoort in principe de Koning, en niet de wetgever, een dergelijke delegatie te verlenen binnen de perken van zijn bevoegdheid. Indien de wetgever zulke bevoegdheden rechtstreeks aan een minister delegeert, zou dat namelijk betekenen dat hij zich een prerogatief toe-eigent dat toekomt aan de Koning als hoofd van de federale uitvoerende macht (artikel 37 van de Grondwet). Een dergelijke delegatie zou enkel aanvaardbaar kunnen zijn ingeval objectieve redenen voorhanden zijn die een dringend optreden van de uitvoerende macht vereisen.

In het voorliggende geval kan bezwaarlijk worden gesteld dat dergelijke redenen voorhanden zijn.²

Bovendien heeft het Grondwettelijk Hof, onder verwijzing naar de adviespraktijk van de afdeling Wetgeving van de Raad van State ter zake, in arrest nr. 20/2026 van 12 februari 2026 als volgt geoordeeld:

“Een rechtstreekse toekenning van een verordenende bevoegdheid, door de wetgever, aan een minister of zijn gemachtigde kan slechts uitzonderlijk worden verantwoord, indien objectieve redenen voorhanden zijn die een dringend optreden van de uitvoerende macht vereisen (zie ook de arresten nrs 109/2022,

² Zie advies 52.128/1 van 25 oktober 2012 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 25 april 2013 ‘houdende invoeging van boek IX “Veiligheid van producten en diensten” in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van de definities eigen aan boek IX in boek I van het Wetboek van economisch recht’ (*Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 53-2610, 29-40) en advies 53.322/3 van 10 juni 2013 over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot juridische bijstand’.

ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.109, B.8.1 en B.8.2, en 33/2023, ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.033, B.53.4 en B.53.5).” (B.21.2)³

Bijgevolg dient de betreffende delegatie aan de Koning te worden verleend in plaats van aan de minister. Artikel 24, 2°, van het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. Om dezelfde reden geldt hetzelfde voor artikel 25, 1°, van het voorontwerp, in zoverre het voorziet in een afwijking betreffende “fenomenen en groeperingen die nog niet zijn opgenomen in de ministeriële lijst, bedoeld in artikel 44/5 (...)”.

Artikel 25

Luidens het huidige artikel 44/9 van de wet ‘op het politieambt’ worden “[d]e persoonsgegevens bedoeld in artikel 44/5, § 3, verwerkt in de A.N.G. voor doeleinden van gerechtelijke politie, [...] gearhiveerd wanneer zij ontoereikend, niet ter zake dienend of overmatig van aard zijn, en in ieder geval:

a) voor de in artikel 44/5, § 3, 1°, 2° en 6° [en § 4, 2°], bedoelde personen:

1° een jaar vanaf de registratie van het feit wanneer het een als overtreding gekwalificeerd feit betreft;

2° tien jaar vanaf de registratie van het feit wanneer het een als wanbedrijf gekwalificeerd feit betreft, en dertig jaar vanaf de registratie van het feit wanneer het een als misdaad gekwalificeerd feit betreft”.

De ontworpen bepaling strekt ertoe de bepalingen onder 1° en 2° te vervangen door een bewaartermijn van tien jaar vanaf de registratie van het feit, wanneer het kan worden gekwalificeerd als een misdrijf strafbaar met een straf van niveau 1, 2 of 3, dus ook, en in tegenstelling tot de vorige regeling, voor misdrijven strafbaar met een lichtere straf.

De memorie van toelichting moet worden aangevuld met een verantwoording van de verlenging van de bewaartermijn van de gegevens tot tien jaar voor die categorie van misdrijven.

Artikel 31

1. Het ontworpen artikel 44/11/11 luidt als volgt:

“De administratieve afhandeling van de onmiddellijke inningen wordt uitgevoerd door de daartoe door de FOD Justitie gemandateerde dienst. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van het Controleorgaan, de persoonsgegevens en informatie die dienen te worden megedeeld met het oog op de administratieve behandeling van de onmiddellijke inningen evenals de nadere regels van deze mededeling.”

³ Opgemerkt wordt dat het arrest betrekking had op een aangelegenheid die door de Grondwet aan de wet wordt voorbehouden, net zoals in het voorliggende geval (artikel 22 van de Grondwet).

Zoals de afdeling Wetgeving reeds meermaals opgemerkt heeft, staat het aan de uitvoerende macht om de werkwijze en de organisatie van haar diensten te regelen. De wet moet de Koning ertoe machtigen de verschillende beoogde taken uit te oefenen, waarbij Hij die eventueel zelf mag delegeren.⁴

2. De tweede zin van de ontworpen bepaling machtigt de Koning ertoe, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de persoonsgegevens en informatie te bepalen die dienen te worden meegedeeld met het oog op de administratieve behandeling van de onmiddellijke inningen evenals de nadere regels van deze mededeling.

Zoals de afdeling Wetgeving reeds heeft opgemerkt,⁵ geldt krachtens artikel 22 van de Grondwet voor elke verwerking van persoonsgegevens en meer in het algemeen voor elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven, dat het formeel legaliteitsbeginsel in acht dient te worden genomen. Daaruit volgt dat de essentiële elementen van die gegevensverwerking in de wet zelf moeten worden vastgelegd.⁶

Het dispositief moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 32

In de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, van het nieuwe artikel 44/11/15 dat het ontwerp beoogt in te voegen in de wet ‘op het politieambt’ moeten de woorden “la loi sur la protection des données” worden vervangen door de woorden “la loi relative à la protection des données” teneinde de definitie in acht te nemen die in artikel 3, 10°, van dezelfde wet wordt gegeven.

Artikel 43

In de bepaling onder 6° vervangt de steller van het voorontwerp paragraaf 1, vierde lid, van de wet ‘op het politieambt’ door het volgende:

“In geval van overlijden van het personeelslid of ex-personeelslid, komt het recht op rechtshulp toe aan de volgende rechthebbenden: de echtgeno(o)t(e) of de wettelijk samenwonende partner, de kinderen, de ouders en de broers en zussen.”

⁴ Zie voor een soortgelijke opmerking advies 79.447/17 van 26 mei 2026 over een voorontwerp van decreet ‘modifiant certaines dispositions organisant l’enseignement spécialisé et portant diverses dispositions urgentes en matière d’enseignement’, *Parl.St. Fr.Parl.* 2025-26, nr. 299/1, 111-129.

⁵ Zie in die zin advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, opmerking 101 (*Parl.St. Kamer* 2020-21, nr. 55-1951/1, 119). Zie eveneens GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2; GwH 16 februari 2023, nr. 26/2023, B. 74.1 en GwH 17 mei 2023, nr. 75/2023, B.55.2.1.

⁶ In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel ‘essentiële elementen’ uitmaken: 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.

Het Grondwettelijk Hof stelt in dat verband het volgende:

“Het huwelijk, de wettelijke samenwoning en de feitelijke samenwoning zijn drie samenlevingsvormen die de echtgenoten of samenwonenden in principe vrij kiezen. De juridische toestand van de echtgenoten, van de wettelijk samenwonenden en van de feitelijk samenwonenden verschilt zowel ten aanzien van hun onderlinge verplichtingen, als ten aanzien van hun vermogensrechtelijke situaties. Die verschillende juridische toestand kan in sommige gevallen, wanneer die verband houdt met het doel van de maatregel, een verschil in behandeling tussen gehuwden, wettelijk samenwonenden en feitelijk samenwonenden verantwoorden.”⁷

Die verschillen kunnen een verschil in behandeling tussen die drie categorieën van samenwonenden verantwoorden maar die verschillende behandeling moet op een afdoende wijze in verband kunnen worden gebracht met de aard van de genomen maatregel of zijn doel.⁸

Op de vraag waarom de situatie van de feitelijk samenwonende niet in het toepassingsgebied van de bepaling wordt opgenomen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Om gelijke tred te houden met hetgeen voorzien wordt in het administratief statuut, in het bijzonder artikel VIII.I.1*bis* van het Koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten waarbij uitdrukkelijk gelijkgesteld wordt met de echtgenoot van het personeelslid: ‘de persoon, van verschillend of van hetzelfde geslacht, met wie het personeelslid samenleeft als koppel op dezelfde woonplaats’, en met het oog op het bewaren van een coherente lijn binnen de verschillende teksten, zal de tekst van artikel 43, 6° in dezelfde zin aangepast worden.”

Die toelichting moet worden opgenomen in de bespreking van het artikel en de bepaling moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 45

Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moeten, ter wille van de samenhang met de wijziging die bij de bepaling onder 1° wordt aangebracht in artikel 126, § 3, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus’, de woorden “de straffen” in het tweede lid van dezelfde bepaling worden vervangen door de woorden “de straf”.

Het voorliggende artikel moet dienovereenkomstig worden aangepast.

⁷ GwH 6 december 2018, nr. 177/2018, B.6.2.

⁸ Zie in die zin advies 53.050/1 van 19 april 2013 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 8 december 2013 ‘tot wijziging van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen’, *Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 53-2953/1, 20-23.

Artikel 46

De gemachtigde heeft beaamd dat de woorden “, eerste lid” dienen te worden weggelaten (artikel 134 van de wet van 7 december 1998 bevat immers slechts één lid).

Artikel 47

1. Het ontworpen artikel 47, 2°, voorziet in de wijziging van artikel 136 van de wet van 7 december 1998 zodat

“in het tweede lid van de eerste paragraaf, (...) de woorden ‘of de door hem aangewezen overheid’ [worden] ingevoegd tussen de woorden ‘de commissaris-generaal’ en de woorden ‘, de burgemeester of het politiecollege’;”.

Zoals artikel 136, § 1, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 laatstelijk is gewijzigd bij artikel 124, 1°, van de wet van 25 mei 2026 ‘tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus en van diverse andere bepalingen betreffende de politiediensten’, bepaalt het evenwel dat “[h]et personeelslid van het administratief en logistiek kader (...) voorafgaandelijk en schriftelijk elke bezigheid die het beoogt uit te oefenen [meldt] aan, naar gelang het geval, de commissaris-generaal, of het politiecollege”.

Als dat wel degelijk de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, is er bijgevolg geen reden meer om de woorden “de burgemeester of” nog te vermelden.

2. Artikel 47, 3°, beoogt paragraaf 2 van artikel 136 van de wet van 7 december 1998 te vervangen door de volgende tekst:

“De personeelsleden van het administratief en logistiek kader die personeelslid zijn van of een toelage of wedde ontvangen van de meergemeentezone, kunnen geen deel uitmaken van de politieraad, het politiecollege, de gemeenteraad of de raad voor maatschappelijk welzijn, van één van de gemeenten van de meergemeentezone.”

Zoals artikel 136, § 2, van de wet van 7 december 1998 laatstelijk gewijzigd is bij artikel 124, 2°, van de wet van 25 mei 2026 luidt het evenwel als volgt:

“De personeelsleden van het administratief en logistiek kader die personeelslid zijn van of een toelage of wedde ontvangen van een politiezone, kunnen geen deel uitmaken van het politiecollege, noch van de gemeenteraad van één van de gemeenten van de betrokken zone.”

Tenzij de steller van het voorontwerp een andere bedoeling heeft, is er bijgevolg ook geen reden meer om het woord “meergemeentezone” nog te vermelden in de ontworpen bepaling.

Het is de afdeling Wetgeving hoe dan ook niet duidelijk om welke reden het verantwoord zou kunnen zijn dat een dergelijke beperking van een essentieel politiek recht enkel in een meergemeentezone zou gelden en niet in een zone die slechts één gemeente zou omvatten, aangezien een dergelijke gedifferentieerde behandeling niet kan worden verantwoord in het licht

van het in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet verankerde beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

3. De steller moet er dan ook voor zorgen dat artikel 47 een samenhangend geheel vormt in het licht van artikel 136 van de wet van 7 december 1998 zoals dat voortvloeit uit de wijzigingen die er luidens artikel 124 van de wet van 25 mei 2026 onlangs in aangebracht zijn.

Artikel 48

1. Het eerste lid is overbodig, aangezien het er zich toe beperkt in herinnering te brengen dat persoonsgegevens moeten worden verwerkt overeenkomstig de regelgeving inzake de verwerking van persoonsgegevens, met name de regels voortvloeiend uit verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, die rechtstreeks van toepassing is.

Het eerste lid moet worden weggelaten.

2. Indien het tweede lid ertoe strekt de toepassing van die regels ook in herinnering te brengen, moet dat tweede lid en bijgevolg heel de bepaling eveneens worden weggelaten.

Indien het evenwel de bedoeling is tussen verwerkingsverantwoordelijken te zorgen voor een nieuwe gegevensuitwisseling waarin nog niet zou worden voorzien door de wet, moet het dispositief worden aangevuld met een omschrijving van de grenzen en de doelstellingen van die uitwisseling.

Artikel 54

De voorliggende bepaling strekt tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2022/2041 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 ‘betreffende toereikende minimumlonen in de Europese Unie’ in het kader van de gewaarborgde bezoldiging die de personeelsleden van de politiediensten genieten.

Daartoe voorziet het voorontwerp in de vervanging van artikel 90 van de wet van 26 april 2002 ‘houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten’ door de volgende bepaling:

“De personeelsleden genieten een gewaarborgde bezoldiging berekend overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op de personeelsleden van de federale overheidsdiensten, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 93 betreffende de onvolledige prestaties, van artikel 94 betreffende de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat en de door de Koning vastgestelde elementen die niet in aanmerking komen voor de bepaling van deze gewaarborgde bezoldiging.”

Op de vraag naar welke regels de bepaling verwijst, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Ces dispositions ont déjà été transposées dans l'article 3/1 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 qui stipule, à cet égard, qu'à l'occasion de la réévaluation tous les quatre ans de la rétribution annuelle, le comité commun à l'ensemble des services publics, visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, rend un avis au ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. L'avis motive les indicateurs retenus pour exprimer les critères visés à l'alinéa 1^{er}, et peut proposer d'autres valeurs de référence indicatives que celle visée à l'alinéa 2.

Il a été décidé d'aligner les dispositions du statut policier relatives à la rétribution garantie dont bénéficient les membres du personnel des services de police sur cette réglementation analogue. On a opté pour un renvoi (sous certaines réserves) aux règles applicables aux membres du personnel des services publics notamment pour pouvoir bénéficier de l'impact que les activités menées dans ce cadre par ce comité commun à l'ensemble des services publics auront également sur les services de police.”

Overeenkomstig artikel 184 van de Grondwet moeten de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, bij de wet worden geregeld.

In zoverre het ontworpen artikel er zich toe beperkt te verwijzen naar een besluit dat zonder tussenkomst van de wetgever kan worden gewijzigd, is het echter in strijd met de voornoemde grondwetsbepaling.⁹

Het verdient dus aanbeveling de richtlijn rechtstreeks om te zetten in de wet van 26 april 2002 door er in voorkomend geval de inhoud in op te nemen van de bepalingen die voortvloeien uit het koninklijk besluit van 29 juni 1973.

Artikel 62

De verwijzing “IV.I.49” moet worden vervangen door de verwijzing “4.1.49”.

Artikel 63

De verwijzing “XI.II.23” moet worden vervangen door de verwijzing “11.2.23”.

⁹ Zie *mutatis mutandis* advies 34.904/2 van 7 april 2003 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 22 oktober 2003 ‘houdende wijziging van het statuut, de hiërarchietabel en het geldelijk statuut van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de universiteiten en universitaire faculteiten van de Franse Gemeenschap’, *Parl.St.* Fr.Parl. 2002-03, nr. 438/1, 43-45.

Artikel 64

1. Op de vraag welke specifieke redenen er zijn om af te wijken van de gebruikelijke termijn voor de inwerkingtreding van wetgevende normen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Er is geen specifieke reden hiervoor, de inwerkingtreding 10 dagen na de publicatie vormt geen probleem, behalve de voorziene uitzonderingen.”

Het eerste lid van artikel 64 dient dan ook te worden weggelaten. Bovendien dienen de woorden “In afwijking van het eerste lid” in het tweede lid en de woorden “Eveneens in afwijking van het eerste lid” in het derde lid te worden geschrapt.

2. Zoals de afdeling Wetgeving al eerder heeft opgemerkt, zouden, wat de inwerkingtreding van artikel 31 betreft, “de prerogatieven van de wetgever beter in acht worden genomen als eveneens een uiterste datum zou worden vastgesteld waarop de bepalingen van het voorontwerp in werking treden zonder dat de Koning iets behoeft te ondernemen”.¹⁰

In het derde lid dient dan ook een *dies ad quem* te worden vastgesteld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX

¹⁰ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 154.1.1 en formule F 4-5-2-1. Zie ook en met name advies 54.848/2 van 13 januari 2014 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 3 april 2014 ‘betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap’, *Parl.St. Fr.Parl.* 2013-14, nr. 616/1, 12-15.